

## Agenda social rénové

La Commission a présenté, les 2 et 3 juillet derniers, son agenda social rénové. Cet agenda est un "paquet" important composé de 19 initiatives, parmi lesquelles : une communication-cadre "un agenda social renouvelé sur les opportunités, accès et solidarités dans l'Europe du 21<sup>ème</sup> siècle" ; le premier rapport biennal sur le rôle, la situation et les enjeux des services sociaux d'intérêt général dans l'UE et une communication sur la révision de la méthode ouverte de coordination des politiques nationales en matière de protection et d'inclusion sociale ; une proposition de directive et une communication sur l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers ; une proposition de directive concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs ainsi qu'une analyse des accords conclus entre la direction et les représentants des travailleurs dans les entreprises présentes dans plusieurs pays ; un rapport sur la contribution de l'UE à la gestion des effets des restructurations sur l'emploi et une communication sur le fonctionnement du fonds européen d'ajustement à la mondialisation ; une proposition de directive pour intégrer la convention de 2006 sur le travail maritime.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/08/471&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>

## "Ciel unique européen II"

Afin de faire face à l'augmentation de la demande de transport aérien, aux exigences de sécurité, ainsi qu'aux défis environnementaux, et compte tenu que, malgré le "paquet ciel unique I" de 2004, le ciel européen est toujours morcelé (ce qui conduit à des allongements de parcours de l'ordre de 50 km en moyenne), la Commission a adopté, le 25 juin dernier, un second "paquet législatif" sur le ciel unique européen visant à rendre le système plus performant. A cette fin, elle propose un cadre réglementaire destiné à "remplacer les structures réglementaires redondantes héritées du passé de façon à couvrir toutes les phases du vol dans le réseau de transport aérien". Le paquet comporte i/ une proposition de règlement modificatif afin d'accroître les performances et la viabilité du système aérien ii/ une proposition de règlement dans le domaine des aérodromes, de la gestion du trafic aérien et des services de navigation aérienne, et abrogeant la directive 2006/23/CE. Le paquet prévoit l'introduction de critères contraignants en matière de technologies, sécurité et capacités, la date limite de 2012 pour la mise en oeuvre de blocs d'espaces aériens fonctionnels, l'extension des compétences de l'Agence européenne de sécurité aérienne, l'activation de la deuxième phase du programme de modernisation du contrôle aérien, SESAR. Sur le paquet "ciel unique I" voir bulletins 237 et 232, sur SESAR voir bulletins 215/216 et 198/199.

Documents sur

[http://ec.europa.eu/transport/air\\_portal/traffic\\_management/ses2/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/transport/air_portal/traffic_management/ses2/index_en.htm)

## Renewed Social Agenda

On the 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> July 2008 the Commission presented a renewed social agenda. The agenda is in a form of a large "package" comprising 19 key initiatives, including: a communication framework entitled "a renewed social agenda" on opportunities, access and solidarity in the 21<sup>st</sup> century Europe"; the first biennial report on the role, the position and the stakes of social services of general interest in the EU and a communication on the revision of the open method for the coordination of national policies in matters concerning protection and social inclusion; a directive proposal and a communication on the application of cross-border patients' rights to health care; a proposal for a directive on the establishment of a European works council or a procedure for Community-scale undertakings in order to inform and consult workers as well as an analysis of agreements reached between management and workers' representatives in businesses operating in several countries; a report on the EU's contribution to management of the effects of the process of restructuring on employment and, a communication on the operation of the European Globalisation Adjustment Fund; a proposal for a directive to integrate the 2006 convention on maritime labour.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/08/471&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

## "Single European Sky II"

In order to cope with the increasing demand for air transport, security requirements as well as environmental challenges and, given that, in spite of provisions in the "single sky package I" of 2004, the European sky still remains considerably fragmented (which has led to flight distance extensions of about 50 km on average), on the 25<sup>th</sup> June 2008 the Commission adopted a second "legislative package" on the Single European Sky, with the aim to render the system more efficient. To this end, it proposes a regulatory framework aimed at "replacing redundant regulatory structures that have been inherited from the past, so as to cover all flight phases in the air transport network." The package comprises i/ a proposal to introduce an amending regulation aimed to raise the performance and viability of the aerial system ii/ a proposal for a regulation in matters regarding airfields, air traffic management and air navigation services, and the repealing of Directive 2006/23/EC. The package provides for the introduction of binding criteria in matters concerning technology, safety and capacity, the 2012 deadline for the implementation of functional airspace blocks, the extension of the competences of the European Aviation Safety Agency, activation of the second phase of air traffic control modernisation, SESAR. On the package "Single Sky I" see bulletins 237 and 232, on SESAR see bulletins 215/216 and 198/199.

Documents available at:

[http://ec.europa.eu/transport/air\\_portal/traffic\\_management/ses2/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/transport/air_portal/traffic_management/ses2/index_en.htm)

.../...

## Marché postal

♦ **Allemagne/Pays-Bas** : Après l'opérateur postal néerlandais TNT qui a porté plainte, en mars dernier, contre l'opérateur allemand Deutsche Post pour contester l'instauration d'un salaire minimum pour les postiers allemands (voir bulletin 235), c'est Deutsche Post qui a déposé plainte, le 11 juin dernier, contre la décision des Pays-Bas de ne pas mettre fin au monopole postal (courrier inférieur à 50 grammes) à partir du 1er juillet 2008, comme prévu. Aux termes de la directive postale, la fin du monopole peut être reportée jusqu'à fin 2010.

♦ **Slovaquie** : La Commission européenne a demandé, le 18 juin dernier, des explications à la Slovaquie qui a modifié, le 15 février précédent, sa loi sur les services postaux et étendu le monopole de Slovenkà Posta à la fourniture du courrier hybride (à savoir la transmission électronique d'un envoi postal dont le service postal effectuée ensuite l'impression et l'acheminement - cas des factures). La Slovaquie a deux semaines pour présenter ses observations et un mois pour répondre au fond.

---

## Consultations publiques

♦ **Fret ferroviaire** : Une consultation sur les mesures à envisager dans le secteur ferroviaire pour donner la priorité au fret est ouverte jusqu'au 5 août 2008.

[http://ec.europa.eu/transport/rail/consultation/2008\\_freight\\_en.htm](http://ec.europa.eu/transport/rail/consultation/2008_freight_en.htm)

♦ **Tarification des téléphones mobiles** : Estimant trop élevés et très variables d'un Etat membre à un autre les tarifs que doit acquitter à son opérateur un consommateur qui reçoit un appel en provenance d'un autre opérateur, la Commission a lancé une consultation publique ouverte jusqu'au 3 septembre 2008

[http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/ecommlibrary/public\\_consult/termination\\_rates/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecommlibrary/public_consult/termination_rates/index_en.htm)

---

## Cour de justice

**Droit du travail** : Dans un arrêt C-319/06, du 19 juin 2008, la Cour dit que la loi luxembourgeoise transposant la directive de 1996 sur le détachement des travailleurs à l'intérieur de l'UE (96/71/CE) n'est pas conforme au droit communautaire de libre circulation des services.

Le principe fondamental de libre prestation de services ne peut être limité que pour des raisons impérieuses d'intérêt général et s'appliquant à toutes les personnes ou entreprises exerçant une activité dans l'Etat membre d'accueil, dans la mesure où cet intérêt n'est pas sauvegardé par les règles auxquelles est soumis le prestataire dans l'Etat membre où il est établi. Dans ces conditions, le Luxembourg ne peut pas imposer aux entreprises d'autres Etats membres désirant détacher du personnel au Luxembourg des charges financières et administratives supplémentaires injustifiées et discriminatoires, dès lors que la directive 96/71 a prévu un noyau de règles impératives de protections minimales que doivent observer, dans l'Etat d'accueil, les employeurs qui détachent des travailleurs. De plus, le Luxembourg ne peut pas considérer que le droit du travail, dans le cadre d'une prestation de services, constitue des dispositions de police relevant de l'ordre public.

## Postal market

♦ **Germany/The Netherlands**: After the Dutch postal operator TNT, which in March this year filed a complaint against the German operator Deutsche Post to challenge the introduction of a minimum wage for postal workers in Germany (see Bulletin 235), the Deutsche Post, lodged a complaint, on the 11<sup>th</sup> June this year, against the decision of the Netherlands not to put to an end the postal service monopoly (for letters weighing less than 50 grams) from the 1<sup>st</sup> July 2008, as planned. Under the Postal Directive, the end of the monopoly may be postponed until the end of 2010.

♦ **Slovakia**: On 18<sup>th</sup> June 2008 the European Commission requested Slovakia to provide explanations on its move to change, starting from the 15<sup>th</sup> February this year, its law on postal services and extend the monopoly of Slovenkà Posta to the provision of hybrid mail (that is electronic transmission of mail in which the postal service includes printing and delivery – the case of invoices). Slovakia has two weeks to submit its comments and one month to give a detailed response.

---

## Public Consultations.

♦ **Rail freight**: A consultation on measures to be considered in the railway sector in order to give priority to freight, is open until August 5, 2008.

[http://ec.europa.eu/transport/rail/consultation/2008\\_freight\\_en.htm](http://ec.europa.eu/transport/rail/consultation/2008_freight_en.htm)

♦ **Mobile phones charges**: Considering that charges that consumers have to pay to their operators for receiving a call from another operator were too high and vary considerably from one Member State to another, the Commission launched a public consultation, which is open until 3<sup>rd</sup> September 2008.

[http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/ecommlibrary/public\\_consult/termination\\_rates/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecommlibrary/public_consult/termination_rates/index_en.htm)

---

## Court of Justice.

**Labour Law**: In a judgement C-319/06 of 19<sup>th</sup> June 2008, the Court said that the Luxembourg law implementing the 1996 directive on the posting of workers within the EU (96/71/EC) does not comply with Community law on free movement of services.

The fundamental principle of the freedom of provision of services may be restricted only for compelling reasons of general interest and that apply to all individuals or companies exercising an activity in the host Member State, insofar as the interest in question is not protected by the rules under which the provider is subjected in the Member State where the provider in question is established. Under these conditions, Luxembourg cannot impose additional financial and administrative charges that are unjustified and discriminatory, on companies from other Member States wishing to post staff to Luxembourg, since Directive 96/71 provides a specific core of mandatory rules, for the guarantee of minimum protection, that must be observed in the host country, by all employers who post workers. In addition, Luxembourg cannot consider that the labour law within the framework of service provision constitutes mandatory provisions falling under national public policy.

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.